



Les femmes en Inde par Stéphanie Tawa Lama-Rewal *

Décrire la place des femmes dans la société indienne oblige à des généralisations toujours risquées, dans ce pays-continent caractérisé à la fois par une extrême diversité culturelle et par de fortes inégalités : la notion d'une condition féminine, transversale aux identités régionales, linguistiques, religieuses, aux hiérarchies traditionnelles (liées à la caste) ou contemporaines (liées aux dynamiques sociales impulsées par les réformes économiques des années 1990), relève évidemment de la gageure. Disons donc, pour commencer, que les rapports entre hommes et femmes, en Inde, doivent être pensés à l'intérieur de cette grande diversité.

En guise de repères, évoquons deux images fortes, qui ont souvent dominé la représentation médiatique des Indiennes à l'étranger, et qui correspondent à deux positions extrêmes des femmes dans la société indienne : les milliers d'épouses assassinées par leur belle-famille pour cause de dot jugée insuffisante, et Indira Gandhi, Première ministre durant seize ans de ce pays immense, leader du mouvement des non-alignés. D'un côté, les «dowry deaths» (morts pour insuffisance de dot) symbolisent la victimisation absolue des femmes : les chiffres officiels tendent à relativiser l'ampleur du phénomène (5199 cas ont été signalés en 1994, soit un pour 100 000 femmes, alors que les estimations non officielles font état de quelque 25 000 cas par an!), mais les faibles progrès des organisations féministes dans leur lutte contre la pratique même de la dot (illégale depuis 1961, mais pratiquée par des communautés de plus en plus nombreuses) montre que

cette menace concerne un grand nombre de femmes. De l'autre côté, l'extraordinaire carrière politique d'Indira Gandhi prouve qu'être femme, en Inde, n'interdit pas l'accès au sommet du pouvoir. C'est entre ces deux réalités – la pire violence contre les femmes, et l'exceptionnelle ouverture du monde politique indien aux femmes – que se situe tout l'éventail des possibles pour les Indiennes.

L'indicateur le plus parlant de l'ampleur de la violence contre les femmes est sans doute le rapport démographique entre les sexes : le dernier recensement, datant de 2001, montre qu'il y a 927 filles pour 1000 garçons chez les enfants de moins de six ans. L'Inde partage avec la Chine (et dans une moindre mesure avec d'autres pays asiatiques²) ce ratio contraire aux lois de la démographie, et cela depuis les premières décennies du vingtième siècle ; on estime ainsi qu'actuellement quelque trente-cinq millions de femmes seraient «manquantes» en Inde.

Ce chiffre spectaculaire résulte de la combinaison d'une série de comportements : il est aujourd'hui surtout dû à l'élimination des fœtus de sexe féminin, identifiables grâce aux progrès techniques de la médecine anténatale; les échographies qui permettent d'interrompre des millions de grossesses ont ainsi quasiment supprimé la pratique de l'infanticide. Mais un autre facteur à l'œuvre est la négligence dont sont victimes les petites filles par rapport à leurs frères – qu'il s'agisse de leur accès à la nourriture, aux services sanitaires, à l'éducation, ou du fait qu'elles travaillent plus précocement.

Ces comportements manifestent une préférence largement partagée pour l'enfant de sexe masculin, due à des causes religieuses (dans l'hindouisme orthodoxe, c'est au fils que revient d'accomplir certains rites majeurs lors des cérémonies funéraires de ses parents), mais surtout socio-économiques : la société indienne, encore majoritairement rurale, est traditionnellement patrilinéaire. Les filles sont destinées à se marier, puis à partir travailler dans et pour leur belle-famille. A cela s'ajoute, on l'a dit, la pratique croissante de la dot, liée au développement du consumérisme dans une Inde en pleine libéralisation économique, ce qui renforce encore la perception des filles comme étant un fardeau économique considérable pour leur famille.

D'autres indicateurs socio-économiques (issus du recensement de 2001) confirment ce tableau d'une condition féminine caractérisée par la dévalorisation : ainsi le taux d'alphabetisation des femmes est de 54% (75% pour les hommes), 50 à 90% des femmes souffrent d'anémie, leur fertilité est forte (3.4 enfants par femme) ainsi que le taux de mortalité en couches (447 pour cent mille naissances vivantes) ; enfin 96% des femmes travaillent dans le secteur informel (90% des hommes) où elles ne disposent d'aucune protection sociale et où elles sont en général moins payées que leurs homologues masculins.

Ces moyennes nationales sont bien sûr à nuancer en fonction de plusieurs facteurs. On trouve d'abord de grands contrastes régionaux entre le nord et l'est de l'Inde, globalement moins déve-

loppés que le sud et l'ouest du pays. Ainsi en Uttar Pradesh, immense Etat du nord de l'Inde, 25% des femmes savent lire (56% des hommes), elles ont en moyenne cinq enfants, et leur espérance de vie est de 55 ans ; tandis qu'au Kérala, petit état côtier du sud ouest de la péninsule, les indicateurs de la condition des femmes sont proches de ceux des pays développés : leur taux d'alphabétisation est de 88%, la fertilité de deux enfants par femme, l'espérance de vie de 74 ans.

Un autre facteur à prendre en compte est le contraste entre villes et campagnes, dans une Inde en voie d'urbanisation (28% en 2001) lente mais constante.

Enfin le statut des femmes varie largement selon les catégories socio-économiques : ainsi les femmes musulmanes et celles appartenant aux «castes répertoriées» (ex-intouchables) cumulent les discriminations et se situent donc au plus bas de l'échelle³.

A l'autre extrémité de ce survol de la condition féminine, on trouve une forte présence des femmes dans la vie politique nationale, à la fois comme objets et comme sujets du politique, et ce dès le dix-neuvième siècle : le mouvement de réforme socioreligieuse qui naît dans les années 1830 au Bengale se concentre sur les pratiques jugées barbares, telles que les mariages d'enfants, l'immolation des femmes sur le bûcher funéraire de leur mari, l'interdiction faite aux veuves de se remarier, et promeut les mariages inter-castes et l'éducation des filles. Le parti du Congrès, à la tête du mouvement pour l'indépendance,

se montre constamment favorable à l'émancipation des femmes : le parti est à quatre reprises présidé par une femme, et son leadership – Gandhi, mais aussi Nehru et Bose – considère que la participation des femmes est indispensable à la fois à la conquête de l'indépendance et à la construction d'une Inde nouvelle. Les multiples associations féminines nées à la faveur de la réforme socioreligieuse se fédèrent dans les années 1920 pour former le Mouvement indien des femmes, très proche du Congrès, notamment dans sa revendication de droits politiques pour les femmes : ainsi les femmes obtiennent le droit de vote (sous conditions de propriété et d'éducation) dès 1921 à Bombay et à Madras ; elle obtiennent le droit d'être élues (au niveau municipal) dès 1932 au Bengale ; elles se voient attribuer un certain nombre de sièges réservés (à l'instar de onze autres catégories sociales) au cours de la réforme constitution-

nelle de 1935, et 80 femmes parlementaires sont élues dans ce cadre en 1937, faisant de l'Inde le plus gros contingent de femmes politiques du Commonwealth. La Constitution promulguée en 1950 est très progressiste, et l'importance de la participation politique des femmes fait partie du legs du mouvement pour l'indépendance à l'Inde contemporaine⁴.

De fait, si la présence des femmes reste limitée à 8% au Parlement national, elles constituent désormais plus de 33% des élus locaux (aux niveaux des conseils de village, de canton et de district, ainsi que des municipalités urbaines), puisque la politique de décentralisation adoptée en 1992 impose qu'un tiers des sièges leurs soient réservés.

Concernant l'accès au pouvoir exécutif, les années 1990 ont marqué un changement impor-



Les électrices participent fortement aux réunions préélectorales

tant : les femmes accèdent régulièrement au plus hautes positions politiques (sept états – dont les plus grands – ont été ou sont encore dirigés par une femme ; cinq partis – dont le Congrès – sont dirigés par une femme), et les «héritières» ne sont plus qu'une minorité parmi elles⁵.

L'impact de cette présence politique féminine relativement forte sur la condition des femmes est loin d'être direct. La représentation politique substantielle des femmes au niveau local tarde à modifier l'agenda de ces assemblées⁶ ; mais elle contribue à diffuser l'idée que le pouvoir n'est pas réservé aux hommes, et que l'éducation des filles est essentielle. Les principaux acquis législatifs des dernières décennies, en matière de droits des femmes, sont dus au mouve-

ment indien des femmes, qui a connu une deuxième vague à partir des années 1970 en se mobilisant sur la violence, la santé et le travail, mais qui n'a jamais fait des femmes politiques la cible de son lobbying.

Cette situation semble évoluer aujourd'hui, avec d'une part l'union des féministes et d'une majorité de femmes politiques pour soutenir un projet de loi visant à réserver aux femmes un tiers des positions électorales au Parlement national comme dans les assemblées législatives des Etats, à l'instar de ce qui existe au niveau local ; et d'autre part avec Pratibha Patil, une apparatchik du Congrès élue en juillet 2007 à la Présidence de la République. La nouvelle Présidente innove à deux égards : elle est la première femme élue à ce poste, très prestigieux,

tout en étant largement honorifique ; et elle défend sans relâche la cause des filles, exhortant régulièrement gouvernements et citoyens à lutter contre la suppression des fœtus féminins. On peut ainsi espérer que la représentation politique des femmes cesse d'être une incongruité au regard des autres indicateurs de la condition féminine, pour en devenir, au contraire, un facteur d'évolution⁷.

Stéphanie Tawa Lama-Rewal

Notes :

1. Source: Himendra Thakur, «Are our sisters and daughters for sale?» (Nos sœurs et nos filles sont-elles à vendre?), 1999, <http://www.indiatogether.org/wehost/nodowri/isadbbi.htm>
2. Voir Bénédicte Manier, *Quand les femmes auront disparu. L'élimination des filles en Inde et en Asie*, Paris, La découverte, 2006.
3. Voir Zoya Hasan (Ed.), *In a Minority. Essays on Muslim Women in India*, Delhi, Oxford University Press, 2005.
4. Stéphanie Tawa Lama-Rewal, *Femmes et politique en Inde et au Népal*. Image et présence, Paris, Karthala, 2004.
5. Stéphanie Tawa Lama-Rewal, «Les femmes et le pouvoir exécutif en Inde», *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°1, mai-juin 2007, www.histoire-politique.fr
6. Sur l'impact de ces quotas dans quatre mégapoles indiennes, voir Archana Ghosh & Stéphanie Tawa Lama-Rewal, *Democratization in Progress. Women and Local Politics in Urban India*, Delhi, Tulika, 2005.
7. Pour en savoir plus, voir Stéphanie Tawa Lama-Rewal, «Bibliographie internationale. Les femmes en Inde», *Travail, Genre et Sociétés*, Paris, 2004, n° 12, pp 263-268.



Une affiche électorale. Sonia Gandhi, présidente du Parti du Congrès, invite à voter pour un candidat. Veuve de Rajiv Gandhi (premier ministre assassiné en 1990, et fils d'Indira Gandhi), elle est considérée par les populations rurales comme l'emblème de la dynastie Nehru. Elle prépare ses fils à une carrière politique.

**Voir ci-après : «Pour mieux connaître les auteurs» page 49*